

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 29/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EVIOSYS

19 boulevard du Maréchal Juin
BP 60416
44100 Nantes

Références : SRNT/2022-0847
Code AIOT : 0006300930

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/12/2022 dans l'établissement EVIOSYS implanté 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 NANTES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVIOSYS
- 19 boulevard du Maréchal Juin BP 60416 44100 NANTES
- Code AIOT : 0006300930
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site EVIOSYS de Nantes fabrique des fonds de boîtes de conserves et des feuilles métalliques

coupées et vernies.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks (risque incendie)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 1.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stockage de liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non-conformité relative à la tenue à jour de l'état des matières stockées a été relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>« 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>« Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>« Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>« Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>« L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>« Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>« Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>« L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>« L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p> <p>Constats : L'exploitant indique se baser sur son plan d'établissement répertorié (PER) pour lister les quantités maximales des matières stockées ainsi que leur localisation.</p> <p>Ce plan date du 1er septembre 2017. La visite de terrain a permis par sondage de vérifier que les produits et quantités répertoriés sur le terrain étaient en accord avec ce plan, notamment pour les zones extérieures, référencées 6 (vernis), 8 et 9 (déchets solvants et soude), 15 (bois), 20 et 21 (déchets dangereux). Toutefois, il a été relevé que la zone 29 (huiles, solvants, joints, déchets dangereux) a été déplacée au niveau des zones 27-28. Une mise à jour de ce plan d'établissement répertorié est à prévoir.</p>

<p>L'exploitant ajoute que les quantités de matières stockées varient peu, compte tenu du process et de l'approvisionnement « au fil de l'eau » des produits nécessaires à la production, en particulier les vernis.</p> <p>Les fiches de données sécurité sont facilement accessibles et tenues à jour.</p> <p>Toutefois, le plan d'établissement répertorié ne permet pas de répondre aux exigences de l'arrêté du 11 avril 2017 sur l'état des matières stockées (nature, quantité, état complet et sous format synthétique, mise à jour régulière, recalage périodique par inventaire physique, accessibilité à tout moment, etc.).</p> <p>Il est donc demandé à EVIOSYS de tenir à jour un état des matières stockées en se conformant à l'annexe II - 1.4 de l'arrêté sus-cité.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stockage de liquides inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - 9
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert.</p> <p>Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2026.</p>
<p>Constats : Les dispositions relatives au stockage de liquides inflammables ne sont pas encore applicables. Néanmoins, l'exploitant indique n'être pas concerné à ce stade par le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224). La procédure de validation des nouveaux produits mise en place tient compte de cette vérification.</p> <p>Pour les liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225), l'exploitant précise avoir d'ores et déjà contacté les fournisseurs pour connaître le caractère miscible à l'eau ou non des produits utilisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet